

Le gouvernement burundais rejette un rapport de Human Rights Watch

@rib News, 17/05/2010 â€“ Source XinhuaLe gouvernement burundais a fermement rejeté un rapport produit par Human Rights Watch, une organisation de défense des droits de l'homme. Dans une déclaration lue samedi par Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement burundais, le Burundi a accusé Human Rights Watch de sous-estimer l'action burundaise dans le domaine de la sécurité.

Philippe Nzobonariba s'est dit surpris par les déclarations de Georgette Gagnon, la directrice de la division Afrique de Human Rights Watch. A travers la déclaration, le gouvernement burundais rejette toutes les allégations faites dans le rapport de Human Rights Watch et condamne ce qu'il appelle "une vaste propagande négative contre les programmes gouvernementaux menée par l'opposition avec le soutien de Human Rights Watch". Le gouvernement burundais appelle la population à ne pas se laisser distraire par les déclarations de Human Rights Watch et celles de l'opposition, et maintenir au contraire la cohésion sociale. Dans la déclaration, le gouvernement remercie les bailleurs de fonds pour leurs efforts dans le soutien du processus électoral. Dans un document de 47 pages publié le 14 mai, Human Rights Watch a déclaré que si "la police et la justice n'enquêtent et ne sanctionnent pas sérieusement les criminels politiques ces derniers penseront toujours qu'ils sont au dessus de la loi". Le rapport de Human Rights Watch et la déclaration du gouvernement burundais surviennent seulement cinq jours des élections des maires prévues le 21 mai. Lire le résumé et Recommandations du Rapport en Français Lire l'intégralité du Rapport en Anglais